

LE CONTEXTE

*Allongéant son ombre immense
Sur le monde et sur Paris
quel est ce spectre aux yeux gris
qui surgit dans le silence ?
Fantômas serait-ce toi,
qui te dresse sur les toits ?*

Maléfices se situe en France entre 1870 et 1914, ce qui n'exclura pas bien entendu quelques visites à nos voisins européens, Belgique, Angleterre et Allemagne notamment.

Si nous avons choisi cette période pour servir de toile de fond au jeu, c'est pour de multiples raisons qui cependant pourraient se résumer en une seule, nous adorons cette époque !!

Et pourtant comme toute période trop proche aux yeux de l'historien, nulle époque n'est plus mal connue que celle de la IIIe République, alors qu'aucune ne contient autant d'événements aussi prodigieux et ne subit autant de bouleversements.

Entre 1870 et 1914, c'est à dire en quarante-quatre ans seulement, nous allons assister notamment, à la chute de l'empereur Napoléon III, à la Commune, à la proclamation de la IIIe République, au Boulangisme, au scandale de Panama, à l'affaire de Fachoda qui eut pour conclusion l'Entente cordiale et à la création d'un véritable empire colonial.

Hors de nos frontières le monde ne restait pas inactif.

On devait assister notamment aux 55 jours de Pékin, à la guerre des Boers, au conflit russo-japonais et à la première révolution russe.

Ne négligeons pas non plus ce qu'il est convenu d'appeler « la petite histoire » qui bien souvent a plus d'importance que la grande, projection du premier film par les frères Lumière, incendie du Bazar de la charité, Expo universelle de 1900, affaire Dreyfus, traversée de la Manche par Blériot, course aux Pôles, sans oublier bien entendu le naufrage du Titanic et la Bande à Bonnot.

Souvenons-nous également que cette période fut celle où Pasteur, les Curie, Branly et Edison devaient à leur façon transformer le monde.

Tout cela suffirait à faire de cette époque une époque extraordinaire.

Mais il nous faut bien l'avouer ici, plus que Napoléon III, Gambetta, Pasteur ou Edison c'est grâce à des gaillards tels que, Rouletabille, Arsène Lupin, Fantômas ou Sherlock Holmes, sans omettre évidemment Harry Dickson, Chéri-Bibi ou le Docteur Cornélius que nous sommes littéralement envoûtés par cette période de l'histoire.

En quarante-quatre ans, sur la scène du monde, bien des gens sont apparus, ont fait parler d'eux, tenu de nombreux discours puis après avoir fait trois petit tours ont disparu dans le néant.

«Sic transit gloria mundi» (Ainsi passe la gloire du monde.)

Mais Fantômas, Rouletabille et les autres sont toujours là, éternels et si présents ! N'est-ce pas grâce à eux que :

«Le presbytère n a rien perdu de son charme,
Ni le jardin de son éclat.»

Comment expliquer sans cela que, parallèlement au merveilleux scientifique de l'époque, 600.000 Français s'adonnaient avec ivresse aux joies du spiritisme, à la chasse aux fantômes et au plaisir de faire valser les guéridons ?



LA FRANCE

ENTRE 1870 ET 1914

CRUELLES DÉSILLUSIONS ET CHUTE DE L'EMPIRE

En France juste avant que n'éclate la guerre de 70, Henri Rochefort dans le premier numéro de *La Lanterne* résumait parfaitement l'opinion générale en affirmant que « la France compte trente-six millions de sujets sans compter les sujets de mécontentements. »

Cependant, malgré cela, au mois de juillet 70, au moment de la déclaration de guerre à la Prusse, la majorité des Français étaient optimistes et persuadés de la victoire.

Le maréchal Leboeuf, ministre de la Guerre n'avait-il pas proclamé que « même si la guerre devait durer un an, il ne nous manquerait pas un bouton de guêtre. »

Nous ne manquons peut-être pas de boutons de guêtre mais d'hommes certainement.

Car, si les Prussiens pouvaient compter sur un effectif de 500.000 hommes, nous n'étions même pas capables de chiffrer avec exactitude le nombre de soldats que nous pouvions leur opposer.

En fait, on peut estimer les forces françaises à 250.000 soldats environ.

Ceux-ci, mal équipés et mal entraînés, étaient notamment vêtus des fameux pantalons rouge garance qui en firent des cibles faciles.

Malgré cela le Maréchal Leboeuf, d'un optimisme à toute épreuve, estimant que l'armée prussienne était inexistante, n'hésita pas un seul instant à éparpiller nos troupes le long des frontières de Bâle à Thionville.

On comprend alors aisément que, dès le début, la campagne fut un désastre.

En deux jours les Allemands avaient atteint la frontière et envahi l'Alsace et la Lorraine.

Le moins que l'on puisse dire c'est qu'en France l'émoi fut considérable.



L'empereur, de qui certains esprits frondeurs disaient déjà à propos de l'expédition du Mexique : « C'est très bien d'étudier la Vie de César, mais pour Dieu ! Sire, étudiez-la dans les loisirs que vous ferait une paix profonde et sûre » décida de prendre les choses en mains.

Dès le 12 août, il confia le commandement des troupes au maréchal Bazaine. On avait déjà fait appel à lui en 1862 pour soutenir l'empereur Maximilien au Mexique. Deux ans plus tard il épousa une jeune Mexicaine et intrigua pour évincer le dit empereur,



ce qui lui valut d'être disgracié à son retour en France.

Nous le retrouvons cependant au soir du 12 août 1870 commandant en chef de l'armée du Rhin.

Faible et indécis, il bat en retraite, laisse passer les rares occasions de victoires et finalement permet à l'ennemi de bloquer à Metz l'armée de Lorraine.

Mac-Mahon qui tente de venir à son secours est encerclé à Sedan et contraint le 2 septembre de capituler.

La guerre n'a duré qu'un mois, elle est perdue et l'empereur est prisonnier.

Le 4 septembre, au Palais Bourbon, du haut de la tribune, Gambetta proclame la déchéance de l'Empire et, quelques instants plus tard à l'Hôtel de Ville, Jules Favre proclame la République.

Pendant ce temps là, l'impératrice Eugénie quitte les Tuileries et trouve asile chez son dentiste américain avant de s'embarquer pour l'Angleterre.

Ainsi finissait le règne de celui dont un visiteur disait un jour : « Au premier abord, je le pris pour un opiomane. Mais non, c'est lui la drogue et on subit vite son influence. »

Il faut croire qu'avec l'aide involontaire des Prussiens, la France venait de subir une cure de désintoxication extrêmement rapide.

Cependant, ironie du sort, si c'est en partie à cause des Allemands qu'il perdit son trône, c'est toutefois grâce à un Allemand qu'il lui sera beaucoup pardonné, mais quel Allemand ! Jacques Offenbach, compositeur éblouissant, le plus parisien des Pari-

siens. Le monde entier courut dans la capitale pour écouter, *Orphée, La belle Hélène, La vie parisienne* ou *Les contes d'Hoffmann*.

Et si en France, comme on a l'habitude de le dire, tout se termine par des chansons, que la fin de cet empire le soit sur une musique d'Offenbach.

On ne peut disparaître avec plus de talent.

LE SIÈGE DE PARIS ET LES BÉVUES DE BAZAINE

Si la république fut proclamée le 4 septembre elle le fut toutefois par des républicains modérés, bien décidés à éliminer « les rouges ».

Cela donna un gouvernement provisoire assez hétéroclite, les seuls républicains radicaux que l'on pouvait y trouver étant Gambetta et Rochefort.

Ce gouvernement se donna d'ailleurs comme Président le général Trochu (dont Victor Hugo disait, « Trochu, participe passé du verbe, trop choir »).

Il fallait tout d'abord assurer la défense du pays, ce qui n'était pas une petite affaire, les armées allemandes marchant sur Paris.

On prépara la défense de la capitale alors qu'une délégation du gouvernement s'installait à Tours dès le 12 septembre, au cas où les choses tourneraient mal à Paris.

On était beaucoup moins optimiste qu'au début de la guerre et le général Trochu passant ses troupes en revue

le 14 septembre constatait qu'il y avait beaucoup d'hommes mais peu de soldats. Le 19 septembre Paris était encerclée par l'armée allemande,

Le siège allait commencer. Gambetta décida de rejoindre la délégation de Tours et le 7 octobre, en présence d'une foule nombreuse, il quitta Paris à bord d'un ballon.

Grâce à sa fougue, à son éloquence et à son courage, il parvint en quelques semaines à former onze corps d'armées totalisant plus de 600.000 hommes.

Les Français reprenaient espoir, Gambetta allait pouvoir lancer ses troupes sur Paris et en briser l'encerclement.

Hélas ! Hélas ! Trois fois hélas ! La capitulation de Metz allait réduire ses efforts à néant.

Et cela à cause de qui ? Mais du « glorieux Bazaine » bien entendu.

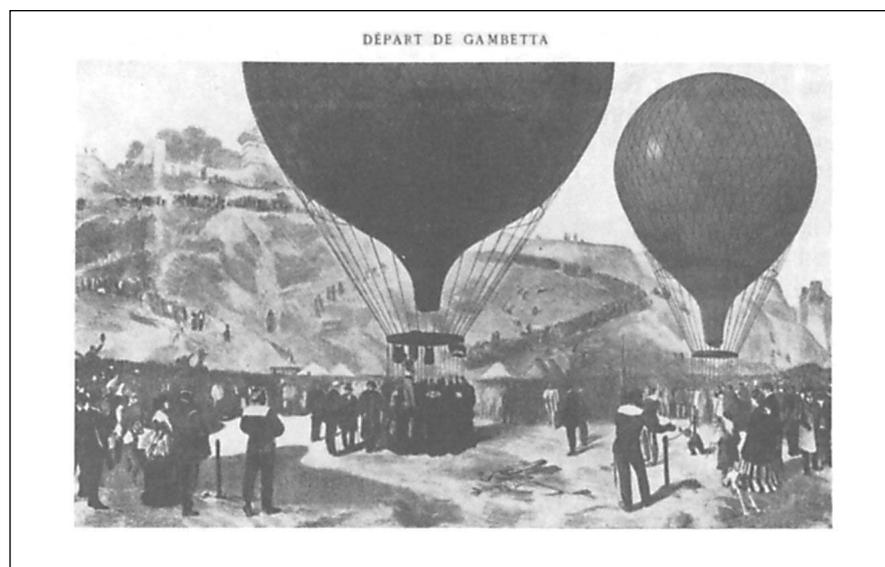
Enfermé dans Metz, il avait refusé le 4 septembre de reconnaître le gouvernement de la défense nationale pour la simple raison qu'il était intimement persuadé qu'il serait amené à jouer un rôle important sur la scène politique, gageons que le rôle de sauveur de la France ne lui aurait pas déplu.

Il faut dire que Bazaine avait une haute opinion de lui-même.

De plus, durant le siège de Metz, il fut contacté par un certain Régnier se faisant passer pour un émissaire de l'impératrice Eugénie réfugiée en Angleterre.

Celui-ci fit croire à Bazaine que, si on livrait Metz aux Allemands, l'armée française resterait libre.

Bazaine le crut sans hésiter, notre homme se voyant déjà à la tête d'une



armée entrant dans Paris qui l'accueillerait en sauveur.

Il renonça donc à entamer toute action militaire pour briser le blocus de Metz.

Bien entendu Régnier était un agent de l'Allemagne au service du prince Frédéric-Charles de Prusse.

Quand enfin la réalité s'imposa à lui, il était trop tard.

Malgré l'avis de ses officiers et sans avoir livré la moindre bataille, il signa purement et simplement la capitulation de Metz, livrant ainsi aux Allemands 170.000 hommes, 6.000 officiers et tout le matériel de guerre.

Le 27 octobre l'ennemi pénétrait dans Metz, la France n'avait plus d'armée régulière et les divisions allemandes pouvaient se diriger vers Paris.

Les deux armées de la Loire rassemblées par Gambetta eurent beau durant quatre mois faire preuve d'héroïsme, défendant le territoire avec tant de courage que les Allemands parlèrent avec admiration de « retraite infernale », il fallut bien se rendre à l'évidence : la guerre était perdue et le 28 janvier 1871, à Versailles, l'armistice était signée par Bismarck et Jules Favre.

Le siège de Paris avait duré cinq mois et fut particulièrement douloureux tout d'abord parce que les Parisiens eurent à affronter un des hivers les plus rudes du siècle et que, privés de bois et de charbon, ils moururent littéralement de froid, ensuite parce qu'ils furent très vite menacés par la famine. La viande manquant, on se tourna rapidement vers les chevaux, puis ce fut le tour des chiens et des chats et l'on en vint même à considérer les rats d'un oeil gourmand.

Même les animaux du Jardin des Plantes ne furent pas épargnés, D'ingénieux cuisiniers mitonnèrent de savoureux ragoûts à base d'ours et d'éléphants.

Il était vraiment temps que l'armistice soit signé.

Il le fut et il fut décidé que des élections auraient lieu pour désigner les membres de l'Assemblée nationale.

Celles-ci se déroulèrent le 8 février.

Plutôt que d'élire des membres de l'Assemblée nationale, il s'agissait surtout pour les électeurs de choisir entre la guerre à outrance voulue par Gambetta et ses partisans et la paix préconisée par les républicains modérés.

Massivement l'électorat vota pour la paix. Le gouvernement, qui siégeait à

Bordeaux, se choisit Thiers pour chef avec toutefois une légère restriction, celui-ci était élu « chef du pouvoir exécutif de la République », en attendant qu'il soit statué sur les institutions de la France.

En effet la plupart des députés « républicains » élus le 8 février considéraient pour ne pas dire espéraient qu'un jour la République devrait être remplacée par une monarchie.

Le 26 février des préliminaires de paix étaient signés avec l'Allemagne.

Ils furent ratifiés par l'Assemblée nationale le 1er mars.

La guerre de 1870 venait de prendre fin.

Nous avons perdu l'Alsace et la Lorraine et nous nous engageons à verser en trois ans cinq milliards de francs à l'Allemagne en guise d'indemnité.

Le 2 mars les troupes allemandes quittaient Paris, la paix était revenue.

LA COMMUNE OU POUR QUELQUES CANONS DE PLUS

La Commune allait pouvoir commencer. Elle débuta officiellement le 18 mars, lors de l'entrée des Prussiens dans Paris.

Les gardes nationaux avaient « mis à l'abri » à Montmartre et à Belleville plus de deux cents canons. Thiers décida de reprendre ces canons. Les Parisiens, qui les considéraient un peu comme leur propriété, ne l'entendirent pas de cette oreille.

Les soldats chargés de cette mission furent rapidement entourés par les gardes nationaux qui les invitèrent à fraterniser avec eux, et, malgré les exhortations de leurs chefs les généraux Lecomte et Thomas, c'est ce qu'ils firent.

Les deux généraux furent faits prisonniers et dans l'après-midi purement et simplement fusillés, après avoir





comparu devant le Comité militaire du XVIII^e arrondissement.

Cela malgré l'opposition du député-maire du XVIII^e : Georges Clémenceau.

L'émeute se propagea dans tout Paris. Devant la gravité des événements, Thiers et son gouvernement se retirèrent à Versailles, abandonnant la capitale aux insurgés.

Il ne faisait là qu'appliquer un plan qu'il avait déjà voulu faire adopter en 1848 au moment des émeutes, abandonner Paris pour pouvoir ensuite mieux écraser la rébellion.

Le 26 mars, à l'instigation du Comité central, comité représentant les vingt arrondissements de Paris et les gardes nationaux, furent organisées des élections en vue de constituer une commune.

Ces élections eurent lieu. Il faut cependant remarquer que sur 470.000 électeurs, 230.000 seulement votèrent.

On peut dire que la Commune ne représentait que la moitié de la population parisienne.

Elle allait siéger durant cinquante-quatre jours.

Politiquement parlant elle était composée de blanquistes, de membres de l'Internationale, de socialistes, de jacobins, de bakouninistes et de fédéralistes.

Professionnellement, on y trouvait des employés, des ouvriers (un tiers des sièges), des commerçants, des membres des professions libérales et de nombreux journalistes, dont notamment Jules Vallès. Le peintre Courbet en faisait également partie.

Malgré de nombreuses divisions internes, on peut porter à son actif de multiples réalisations qui furent ensuite reprises et appliquées par les gouvernements de la III^e République : suppression des amendes patronales, gestion des ateliers par les ouvriers, création d'une bourse du travail, journée de dix heures.

La Commune promulgua également la séparation de l'Église et de l'État, et le budget du culte fut supprimé.

Et, bien entendu, on commença à étudier l'élaboration d'une loi portant sur l'enseignement laïc, gratuit et obligatoire.

La population ne restait pas inactive : création de clubs, où chacun venait donner son point de vue, création de journaux, plus de soixante-dix titres nouveaux.

Écrivains, artistes et poètes s'associèrent aussi à la Commune.

On se pressait pour aller entendre Louise Michel, « La vierge rouge ». Paris en fête, où tous les espoirs étaient permis, où les projets les plus fous brusquement paraissaient réalisables.

Paris espérait et la province attendait.

C'est alors qu'à la demande de Thiers, Bismarck accorda la libération anticipée de 60.000 soldats français et que, dès le mois d'avril, sous les ordres de Mac-Mahon, les Versaillais purent réunir au camp de Satory une armée de 130.000 hommes.

La terrible répression versaillaise allait pouvoir commencer.

Après de nombreux combats aux alentours de Paris, les troupes versaillaises pénétrèrent dans la capitale le 21 mai.

Héroïquement, les Parisiens élevèrent des barricades. La résistance dura jusqu'au 28 mai.

Les derniers combats eurent lieu autour du Père Lachaise ; les communards faits prisonniers étaient immédiatement exécutés sur place.

On peut dire que durant la Commune plus de 20.000 Parisiens trouvèrent la mort.





Mais on ne s'en tint pas là.
Par la suite 38.000 Parisiens furent arrêtés, 270 furent exécutés et 7.500 déplacés en Nouvelle Calédonie.

La guerre de 70 n'avait pas coûté autant de vies à la France.

Paradoxalement Thiers sort fortifié de cette « horrible épreuve »

Il vient de prouver aux conservateurs que la République n'est pas la révolution et, « grâce » à la Commune, il se débarrasse de l'extrême-gauche.

Il ne lui reste plus pour conserver le pouvoir qu'à se dépêtrer de l'extrême-droite.

Shakespeare disait déjà en parlant des Français : « Je reconnais là nos Français, ils tournent à tout vent. »

Il faut croire qu'il n'avait pas tout à fait tort, car, dès le 29 juin, un mois seulement après la Commune, Thiers passant en revue l'armée sur les pelouses de Longchamp fut ovationné par la foule.

Il faut dire également que pour payer l'indemnité de guerre et mettre fin ainsi à l'occupation, Thiers avait lancé un emprunt.

Demandant deux milliards aux Français pour la première tranche, il en obtint cinq.

Cela lui permit de devenir « le libérateur du territoire ».

Fort de ce succès, il pouvait enfin émettre publiquement l'idée « d'un essai loyal des institutions républicaines ».

Idee qui bien entendu n'enchantait pas la droite, déjà affolée par les

discours de Gambetta qui parlait de l'arrivée au pouvoir de nouvelles couches sociales.

Thiers renchérisait en affirmant dans un de ses discours, « La République existe, elle est le gouvernement légal du pays. »

N'oublions pas non plus qu'il avait réussi à faire transformer son titre de « chef » (qu'il disait bon pour un cuisinier) en celui de président de la République.

La droite décida de réagir : dès 1873 les monarchistes s'allièrent aux bonapartistes.

Napoléon III étant mort, ceux-ci se trouvaient privés de chef.

Certains modérés se joignirent à eux. Le 24 mai 1873, le duc de Broglie interpella Thiers à la Chambre.

Celui-ci mis en minorité fut renversé et le même jour, lors d'une séance de nuit, Mac-Mahon fut élu président de la République.

Il était monarchiste et les royalistes le manipulèrent en lui expliquant qu'une fois débarrassé de Thiers, le retour du roi serait possible.

Il accepta donc le poste de président de la République !

On raconte même qu'en arrivant à l'Élysée, en bon militaire, son premier mot fut : « Où est le règlement ? »

Il avait une conception tout à fait particulière de son poste. Ne disait-il pas : « Je considère le poste où vous m'avez placé comme celui d'une sentinelle qui veille au maintien de l'intégrité de votre pouvoir souverain. »

ÊTRE PLUS ROYALISTE QUE LE ROI !

Pendant que « la sentinelle » veillait, le duc de Broglie, devenu chef du gouvernement, s'employait à rétablir la monarchie. Pour cela il fallait trouver un monarque.

On choisit le Comte de Chambord. Seulement, ce Bourbon romantique avait une passion : le drapeau blanc, l'étendard d'Arques et d'Ivry. « Ma personne n'est rien, disait-il, mon principe est tout... »

Or ce principe, en l'occurrence le drapeau blanc, on savait que l'armée ne l'accepterait jamais, que le peuple le regarderait d'un très mauvais œil et que même les Vendéens étaient prêts à se rallier au drapeau tricolore si chargé de gloire.

Rien n'y fit. Le futur Henri V ne voulut pas démodore, c'était le drapeau blanc ou rien !

Les monarchistes étaient au désespoir, les bonapartistes et les républicains ricanèrent.

On se rabattit sur Mac-Mahon. Le duc de Broglie souhaitait rendre le maréchal indépendant de l'Assemblée et créer en lui une sorte de régent.

En attendant qu'un prétendant à la couronne, moins à cheval sur les oriflammes, puisse être trouvé.

Le 19 novembre la durée du mandat personnel de Mac-Mahon fut fixée à sept ans.

Suivit une période assez confuse dite « de l'ordre moral ». On brimait la presse de gauche, on épurait les fonctionnaires avec l'appui d'un cléricisme agressif, générateur de l'anticléricalisme de demain.

Cela ne pouvait durer. Bismarck trouvant que la France se relevait trop rapidement, recommençait à montrer les dents.

Il fallait éviter une nouvelle guerre et donner au pays un gouvernement stable.

Henri Wallon, membre de l'Assemblée fit passer un amendement proclamant que : « Le Président de la République est élu à la majorité des suffrages par le Sénat et la Chambre des députés réunie en Assemblée nationale ; il est nommé pour sept ans et rééligible. »

Cette fois il n'était plus question de Mac-Mahon mais de tout successeur éventuel.

Cet amendement fut voté par 353 voix contre 352.

La République venait de naître grâce à une voix et par des moyens détournés.

Par des moyens détournés parce que ce texte établissait le mode d'élection du président d'une république dont l'Assemblée n'avait pas encore accepté le principe.

Cependant, vis à vis du pays, l'image des républicains changeait.

Ceux-ci représentaient maintenant aux yeux des Français les patriotes conservateurs.

C'est la droite qui paraissait prête à courir les aventures.

L'influence de Gambetta grandissait.

Le 16 mai 1877, Mac-Mahon avec l'accord du Sénat procéda à la dissolution de la Chambre : « J'aime mieux être renversé que de rester sous les

ordres de Gambetta » disait-il. En octobre 1877, 326 républicains furent élus, gardant ainsi une majorité de 119 voix.

Le pays était prospère.

En 1878 eut lieu une exposition universelle.

Huit ans après la guerre de 1870, la France offrait au monde un visage souriant.

En 1878 la droite perdit la majorité au Sénat. La place de Président devenant par trop inconfortable pour Mac-Mahan, celui-ci se décida enfin à donner sa démission.

Jules Grévy lui succéda.

Il eût été normal qu'il offrit la présidence du Conseil à Gambetta, mais Jules Grévy était un homme prudent, estimant « qu'il était encore trop tôt »,

il appela donc Waddington puis Freycinet.

Cependant, pour calmer les radicaux mécontents, la Marseillaise devint l'hymne national et le 14 juillet la fête nationale de la France. La première célébration eut lieu en 1880.

Une loi fut promulguée également, supprimant le droit d'enseigner aux congrégations religieuses non autorisées. Jésuites, Maristes et Dominicains furent concernés par cette loi. De plus, l'enseignement religieux fut interdit dans les écoles de l'État. L'école sans Dieu venait de naître.

On créa des Écoles normales primaires pour former les instituteurs. En 1880 les premiers lycées de jeunes filles ouvrirent leurs portes.

En 1881 on confia enfin à Gambetta la tâche de former un ministère. Celui-ci malheureusement fut renversé après quelques semaines.

Gambetta mourut quelques mois plus tard, il n'avait que quarante-quatre ans. Grâce à lui la République avait été créée, sauvée et consolidée ; elle se conduisit cependant fort injustement envers lui.

Mais Thiers ne disait-il pas déjà, « l'injustice est une mère qui n'est jamais stérile et qui produit des enfants dignes d'elle. »

Il avait raison et malheureusement l'on vit fréquemment par la suite ce genre de rejeton siéger sur les bancs de l'Assemblée nationale.

Gambetta n'étant plus là, monarchistes et bonapartistes reprirent espoir.

Certains républicains même avaient tendance à penser « que la république était belle sous l'empire. »

LE BRAV' GÉNÉRAL BOULANGER

Vint le général Boulanger. Il avait trente neuf ans quand il devint ministre de la guerre.

Grâce à un sens aigu de la publicité, il était devenu aux yeux du public l'homme des réformes.

Citons-en quelques unes : introduction de la morue à la table des soldats, don d'un cheval aux capitaines, autorisation du port de la barbe pour les sous-officiers rengagés et surtout, n'oublions pas que grâce à lui les guérites furent peintes en tricolore !

Comme on le voit, toute sortes de choses absolument indispensables.

De plus il était élégant et martial.



Le 14 juillet 1886, passant en revue les troupes il fut acclamé par la foule.

Paulus, un chanteur de l'époque, créa le soir même une chanson qui s'intitulait : « En r'venant d'la revue ».

Je ne peux résister à l'envie de vous en donner un extrait :

« Moi j'faisais qu'admirer
not' brav' général Boulanger
Gais et contents
nous étions triomphants
en allant à Longchamp
le cœur à l'aise
Sans hésiter
voir et complimenter
l'armée française... »

Le lendemain la chanson fut sur les lèvres de tous les Parisiens. Anatole France eut beau l'intituler « L'hymne des braillards, la Marseillaise des mitrons », cela n'empêcha pas Boulanger de devenir un héros national, le symbole de la Revanche, l'homme qui faisait reculer Bismarck.

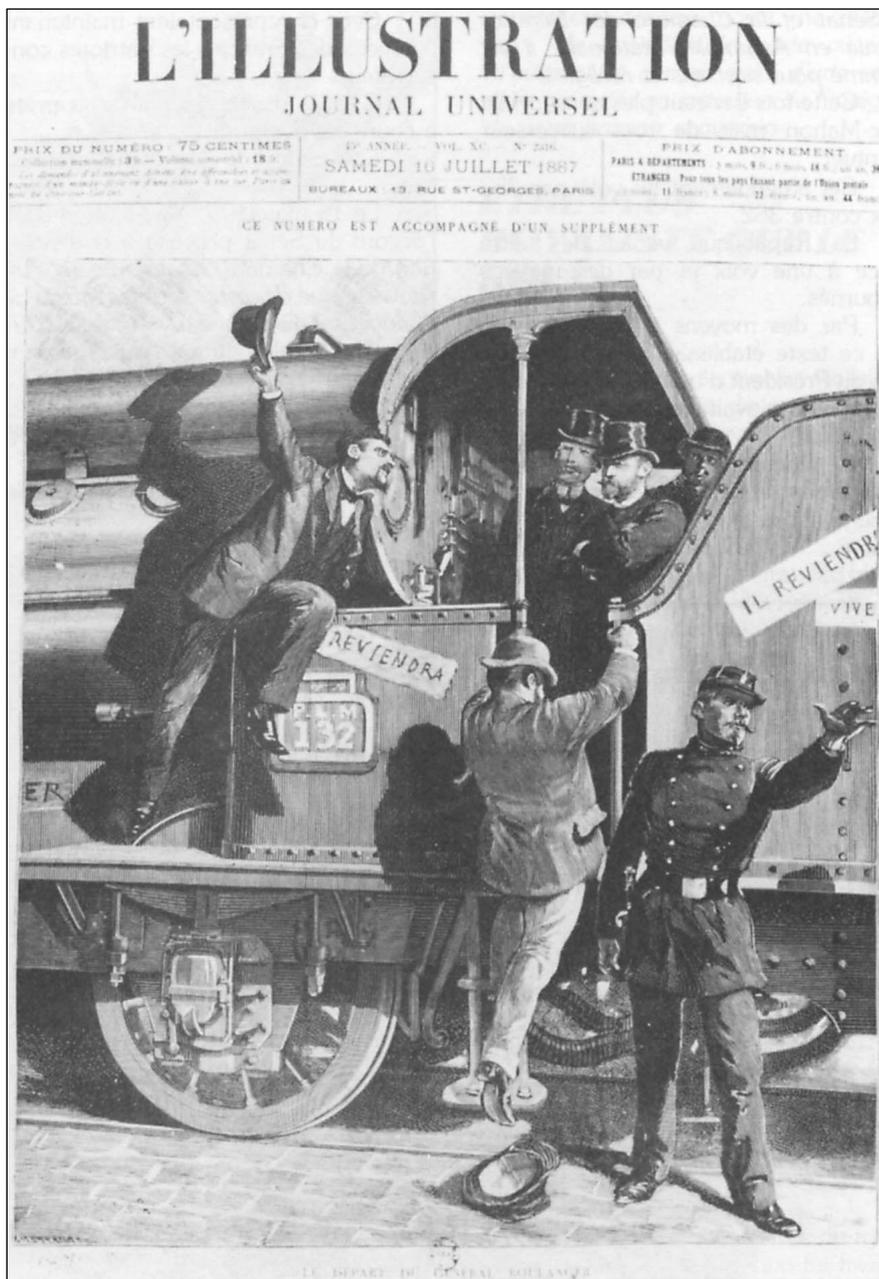
Paul Déroulède, à qui l'on doit d'inénarrables vers patriotiques, créa « La ligue des patriotes » et se répandit en éloges dithyrambiques sur Boulanger.

Le gouvernement inquiet par cet excès d'honneur, le nomma le 8 juillet 1887 commandant du XVIIIe corps à Clermont-Ferrand.

C'est un des plus petits corps d'armée de France.

Il fut prié de rejoindre son poste dans « les délais réglementaires » ce qui voulait dire bien sûr avant le 14 juillet. On préférait ainsi éviter le succès populaire de l'année précédente.

En bon militaire Boulanger obéit, mais quand il se rend à la gare une



foule énorme l'attend : « À l'Élysée, à l'Élysée » s'écrie-t-on, « À bas Grévy ! à l'Élysée »

Des milliers de gens l'acclament.

Un certain Lépine, futur préfet de police et à ce moment-là secrétaire de la préfecture, donne l'ordre de faire chauffer immédiatement une machine haut-le-pied et d'embarquer ipso facto le général Boulanger à bord.

La locomotive s'éloigne, emportant notre héros coiffé d'un haut de forme.

Elle l'emmène ainsi jusqu'à... Charenton ! où, de là, il peut prendre un train en direction de Clermont-Ferrand.

Trois mois plus tard, en octobre 1887, un scandale éclate : le gendre

du président Grévy, Daniel Wilson, profitant de son influence, a vendu des décorations et procuré quelques places de choix à certaines de ses relations.

Les ennemis du régime gonflèrent à plaisir cette affaire et Grévy dut démissionner.

La place de président de la République était vacante.

Nous nous trouvons face à une crise importante.

Maurice Barrès, farouche partisan de Boulanger, connaissant les goûts du peuple pour son candidat, demandait l'élection directe du président avec l'aide du parti révisionniste.

Clémenceau, par contre, estimait qu'il fallait envoyer le plus bête à l'Élysée et proposait... Sadi Carnot !

Boulangier, que le gouvernement avait mis maladroitement à la retraite, ce qui lui permettait de se présenter aux élections, fut élu en janvier 1889 député de Paris par 246.000 voix.

Il avait toute la droite derrière lui, qui espérait secrètement abattre la République par son entremise.

Ce n'était pas une tactique très subtile car ainsi elle compromettait une fois de plus toutes ses chances de s'intégrer au régime et de constituer ainsi une sérieuse opposition conservatrice.

Boulangier, porté ainsi par la foule et par les partis de droite, voyait grandes ouvertes les portes de l'Élysée.

Déroulède l'implore : « Mon Général, voyez la foule, elle ne demande qu'à vous suivre, paraissez. 500.000 hommes sont prêts, la police est à vous, l'armée est à vous, la France est à vous... et l'Europe est à deux pas. »

Comme on le voit ce n'est pas le sens des nuances qui l'embarassait !

Boulangier hésite.

Et cela surtout à cause d'une femme, madame de Bonnemains, Marguerite pour le général Boulangier. Il l'aime par-dessus tout. Or aujourd'hui il lui faut choisir : l'Élysée ou Marguerite ?

Son choix est vite fait.

Sans attendre même les résultats définitifs, il court rejoindre l'objet de sa flamme à Clermont. Pendant cinq jours on ne le reverra plus !

Le premier mai 1889, il prend le train, puis il voyage en compagnie de l'élu de son cœur. Londres, Jersey, Bruxelles, ses partisans le poursuivent partout, le suppliant de revenir.

Rien n'y fait. Il ne s'occupe plus que de Marguerite. Celle-ci mourra en 1891 de tuberculose, Boulangier se suicidera sur sa tombe.

Ce qui fera dire à Clémenceau : « il est mort comme il a vécu : en sous-lieutenant », et à la journaliste Séverine (une des premières femmes journalistes) : « il a commencé comme César et fini comme Roméo. »

Nous venions d'échapper au Boulangisme.

La République était sauvée.

Elle le fut une seconde fois lors du scandale de Panama.

Ferdinand de Lesseps, dont la réputation n'était plus à faire après qu'il eut mené les travaux de percement de

l'isthme de Suez, entreprit de creuser un canal à Panama.

Les Français enthousiastes le soutiennent de leur épargne.

Malheureusement les travaux furent beaucoup plus onéreux que prévu.

La Compagnie de Panama acheta le silence de la presse, puis pour émettre un milliard et demi de bons, acheta des votes à la Chambre.

Ainsi, aussi incroyable que cela puisse paraître, de 1888 à 1892 on étouffa l'affaire.

En 1892, s'en servant comme arme politique, un journal de droite « La libre parole » fit éclater le scandale. Le Baron de Reinach qui avait servi d'intermédiaire entre la Compagnie et les parlementaires se suicida et Baihaut, le ministre des Travaux Publics, fut condamné. Clémenceau et une vingtaine de parlementaires furent discrédités

par le scandale. Cependant, on peut dire que « La libre parole » avait atteint son objectif : la République se trouva ainsi rejetée plus à droite.

De 1893 à 1898, la France vit se succéder des ministres modérés.

Ainsi, par exemple, aux élections législatives de 1893, près de 280 députés républicains sans étiquette furent élus. Bien que sans étiquette, ils étaient cependant de tendances nettement conservatrices.

Sadi Carnot, assassiné en 1894, fut remplacé sans heurt par Casimir Perrier.

Il démissionna au bout de six mois, laissant la place à Félix Faure qui ne termina pas lui non plus son septennat.

À la Chambre on voyait arriver sur la scène politique des gens tels que



Jaurès ou Jules Guesde, théoricien du marxisme.

Entre la gauche (parti socialiste) et la droite (alliance démocratique ou union républicaine), un centre opportuniste venait de se créer, soutenant alternativement la gauche ou la droite, assurant par ce mouvement de bascule l'équilibre du régime.

POUR OU CONTRE : L'AFFAIRE DREYFUS

Elle débuta en 1894 comme une simple affaire judiciaire : un bordereau trouvé dans la corbeille à papier d'un attaché militaire allemand et apporté au Service des renseignements de l'armée par une femme de ménage semblait prouver qu'un officier de l'État-Major trahissait.

On enquête : l'écriture du bordereau est comparée à celle de tous les officiers du service. Celle qui s'en rapproche le plus est l'écriture d'un certain Capitaine Dreyfus.

Un officier de police judiciaire est nommé : il s'agit de Du Paty de Clam, le plus jeune capitaine de l'armée. Il est persuadé de la culpabilité de Dreyfus, le seul juif de l'État-Major. Il le convoque, et, feignant d'être blessé à la main droite, lui dicte une lettre. Puis comparant la lettre au bordereau, il n'hésite pas : c'est bien la même écriture.

Il accuse aussitôt Dreyfus de haute trahison. Puis, magnanime, lui tend un revolver pour qu'il puisse se faire justice !



Prochain Année. — Numéro 87 Cinq Centimes JEUDI 13 JANVIER 1898

Directeur ERNEST VAUGHAN LES ANNONCES SONT REÇUES : 142 — Rue Montmartre — 142 aux bureaux ou ailleurs.

L'AURORE

Littéraire, Artistique, Sociale

J'Accuse...!

LETTRE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Par ÉMILE ZOLA

LETTRE A M. FÉLIX FAURE Président de la République

lieu, des papiers disparus...
même il se disputait...
surtout, et l'auteur...
pas à peu que...
un officier d'artillerie...
leur machine, qui...
Est-ce donc vrai, les choses...
les choses...
mettre l'Europe...
haute chose? Non!...
démontre...
Cher, tout cela...
profondément...
l'histoire...
de son côté, il...
avec lui une...
l'histoire, il...
fait pas...
à Paris, la...
libre, et...
page...
fin...
contre le...
trahit, et...
maître de guerre...
jeu de guerre...
Je ne...
digne de...
être...
qui...

Bien entendu Dreyfus refuse, on l'arrête et l'on nomme des experts graphologues. Les expertises sont contradictoires, Va-t-on relâcher Dreyfus faute de preuves ?

Ce n'est pas impossible.

Malheureusement, grâce à des fuites, *La libre parole*, journal antisémite, s'empare de l'affaire. Le 29 octobre 1894 on peut lire ce titre en gros caractères : « Haute trahison : arrestation de l'Officier juif Alfred Dreyfus. »

Le 19 décembre 1894, Dreyfus comparaît devant un tribunal militaire : il est jugé à huis clos et condamné à la déportation perpétuelle.

Le 5 janvier 1895 il est dégradé publiquement et déporté à l'île du Diable.

Sa famille, cependant, persuadée de son innocence, poursuit l'enquête et, en 1897, dénonce comme étant l'auteur du bordereau le commandant Esterhazy.

Rien à faire, le colonel Henry qui s'occupe de l'affaire non seulement n'admet pas l'innocence de Dreyfus mais encore fabrique de faux documents pour prouver sa culpabilité.

Le 13 janvier 1898, Emile Zola publie « J'accuse... » dans *L'Aurore*. Le journal est vendu à 200.000 exemplaires. Émile Zola est poursuivi et condamné.

La France est partagée en deux : les dreyfusards et les anti-dreyfusards.

La droite bien entendu est anti-dreyfusarde. En face Clémenceau le radical et Jaurès le socialiste le défendent.

On ne se demande plus si Dreyfus est coupable ou innocent, mais si l'armée et le gouvernement peuvent, en invoquant simplement la raison

d'État, priver un simple citoyen de ses droits.

Déroulède une fois de plus tente un coup d'état : il échoue lamentablement.

Enfin, en 1899, grâce à la pression de la gauche unie autour de Waldeck-Rousseau, la Cour de Cassation casse le jugement et renvoie Dreyfus devant le Conseil de guerre de Rennes.

Va-t-on enfin réhabiliter Dreyfus ? Le second jugement est absurde : par cinq voix contre deux Dreyfus est jugé coupable avec les circonstances atténuantes. Malgré l'indignation des dreyfusards Dreyfus, a qui Loubet offre sa grâce, l'accepte.

Il faudra attendre 1906 pour que le second jugement soit annulé par la Cour de Cassation et que Dreyfus soit réintégré dans son grade puis ensuite promu et décoré.

Une fois de plus la République sortait d'une crise grave. On peut même dire que le régime sortit renforcé de la crise qui avait failli l'emporter.





LA DER DES DER, FIN DE LA BELLE ÉPOQUE

Malheureusement point n'était besoin d'être un expert en politique internationale pour comprendre que, entre la France et l'Allemagne, une guerre était pratiquement inévitable.

Le 25 juillet 1914, l'Autriche déclara la guerre à la Serbie.

Et quand, le 31 juillet, Raoul Villain, un déséquilibré, de deux coups de revolver abattit Jaurès au café du Croissant rue Montmartre, l'éventualité d'un conflit entre la France et l'Allemagne devint une certitude pour tout le monde.

« C'est la guerre, ils ont tué Jaurès » criait le peuple dans les rues de Paris et il ne se trompait pas.

La guerre de 14 allait commencer. La Belle Époque était terminée. Des millions d'hommes allaient se battre



pour des questions de frontières, et pourtant, ils allaient franchir tous ensemble la seule vraie frontière existante, celle qui sépare la vie de la mort.

Si, comme on l'a dit, la République était belle sous l'Empire, que la Belle Époque a dû paraître encore plus belle dans la boue des tranchées !

Une seule chose a dû reconforter tous ces malheureux, c'est qu'ils avaient l'intime conviction que cette guerre serait « la Der des der ! »

DE FACHODA À L'ENTENTE CORDIALE

En 1898, la mission du commandant Marchand, ayant coupé l'Afrique horizontalement, rencontra à Fachoda, village du Soudan, les troupes anglo-égyptiennes du général Kitchener.

L'incident était de taille et risquait de déboucher sur un conflit entre la France et l'Angleterre.

Heureusement, grâce à la sagesse de Delcassé, notre ministre des Affaires étrangères de l'époque, le conflit fut évité.

Nous acceptons de nous retirer de Fachoda, ce qui à tout prendre était une concession relativement peu importante, mais en revanche les bases de la future « Entente cordiale » venaient de naître.

Elle devait se concrétiser en 1904 : l'Angleterre restait maîtresse en Égypte mais en échange elle nous laissait les mains libres au Maroc.

L'Angleterre d'ailleurs devait nous appuyer de tout son poids quand le kaiser tenta de prendre pied dans ce pays, notamment lors de la Conférence internationale d'Algésiras (1906), conférence qui reconnut les droits de la France au Maroc.



<i>LA FRANCE 1870 - 1914</i>		
1870	21 MARS 20 AVRIL 21 MAI 12 JUILLET 13 JUILLET 19 JUILLET 28 JUILLET 6 AOÛT 17 AOÛT 2 SEPTEMBRE 3 SEPTEMBRE 4 SEPTEMBRE 4 SEPTEMBRE 18/20 SEPTEMBRE 19 SEPTEMBRE 7 OCTOBRE 27 OCTOBRE	Napoléon III annonce une réforme constitutionnelle Senatus-consulte sur les pouvoirs de l'empereur Senatus-consulte instituant l'Empire parlementaire Léopold de Hohenzollern renonce au trône d'Espagne sous la pression des grandes puissances Guillaume II rencontre à Ems, Benedetti ambassadeur de France - Dépêche d'Ems La France déclare la guerre à la Prusse Napoléon III quitte Paris - Régence de l'impératrice Eugénie Invasion de l'Alsace et de la Lorraine Le Général Trochu est nommé gouverneur militaire de Paris Début de la captivité de Napoléon III Jules Favre réclame la déchéance de l'Empereur Gambetta proclame la déchéance de l'Empire Proclamation de la République à l'Hôtel de Ville Entrevue entre Jules Favre et Bismarck Début du siège de Paris Gambetta quitte Paris en ballon Capitulation de Metz
1871	18 JANVIER 28 JANVIER 17 FÉVRIER 18 MARS 28 MARS 11/24 AVRIL 10/21 MAI 21 MAI 27/28 MAI 5 JUILLET - -	Proclamation de l'Empire allemand à Versailles Capitulation de Paris - Armistice de Versailles Thiers est nommé chef du gouvernement Opération militaire de Thiers à Belleville et Montmartre Proclamation de la Commune Mac-Mahon fait bombarder les forts de Paris Regroupement des forces armées versaillaises au camp de Satory Entrée des versaillais à Paris Fin de la Commune Manifeste du Comte de Chambord <i>Zola entreprend sa grande série des Rougon-Macquart</i> <i>Livingstone atteint le Zambéze</i>
1872	14 MARS 12 JUILLET 28 NOVEMBRE - - - -	Loi contre l'Internationale Thiers devient le défenseur de l'ordre moral Élection d'une commission chargée d'organiser la république <i>Sarah Bernhardt joue Ruy Blas à l'Odéon</i> <i>Alphonse Daudet publie Tartarin de Tarascon</i> <i>Création de L'Arlésienne de Bizet</i> <i>Jules Verne publie Le Tour du monde en 80 jours</i>
1873	7 JANVIER 24 MAI 24 MAI 16 SEPTEMBRE 19 NOVEMBRE -	Mort de Napoléon III Démission de Thiers Mac-Mahon est élu président de la République Libération du territoire Loi du septennat concernant la durée du mandat du président de la République <i>Parution d'une Saison en enfer de Rimbaud</i>
1874	16 MAI 19 MAI - -	Chute du ministère Broglie Loi interdisant l'emploi d'enfants de moins de douze ans <i>Exposition des toiles de Degas, Cézanne, Manet, Renoir,</i> <i>Le mouvement impressionniste vient de naître</i>
1875	5 JANVIER 12 JUILLET -	Inauguration de l'Opéra de Paris Loi établissant la liberté de l'enseignement supérieur <i>Edison invente la lampe électrique</i>
1876	14 MARS 2/10 OCTOBRE -	Jules Grévy élu à la présidence de la Chambre des députés Premier congrès ouvrier à Paris <i>Stéphane Mallarmé publie Prélude à l'après-midi d'un faune</i>

1877	4 MAI 17 MAI 25 JUIN	Discours de Gambetta contre le cléricalisme De Broglie devient président du Conseil et ministre de la Justice et crée un ministère d'Ordre moral Dissolution de la Chambre par Mac-Mahon, Mort d'Adolphe Thiers
1878	1 ^{er} MAI -	Ouverture de l'Exposition universelle <i>Publication de L'Assommoir de Zola</i>
1879	30 JANVIER 30 JANVIER - - -	Démission de Mac-Mahon Élection de Jules Grévy <i>La population parisienne s'élève à 2.200.000 habitants</i> <i>Savorgnan de Brazza conclut un traité de protectorat avec le roi Makoko du Congo</i>
1880	29/30 MARS 11 JUILLET 14 JUILLET - - - -	Décrets contre les congrégations non autorisées Amnistie des Communards Première célébration de la fête nationale <i>Fondation de la compagnie du canal de Panama</i> <i>Mort d'Offenbach et de Flaubert</i> <i>Dostoïevskien publie Les frères Karamazov</i> <i>Le Penseur de Rodin</i>
1881	16 FÉVRIER 4 AVRIL 12 MAI 16 JUIN 30 JUIN 29 JUILLET 10 NOVEMBRE 14 NOVEMBRE	Massacre de la mission Flatters au Sahara Jules Ferry envoie une expédition en Tunisie Protectorat français en Tunisie Gratuité de l'enseignement primaire Liberté des réunions publiques Liberté de la presse Démission de Jules Ferry Ministère Gambetta
1882	26 JANVIER 28 MARS 25 AVRIL 31 DÉCEMBRE	Démission de Gambetta Loi sur l'enseignement primaire, obligatoire et laïque Prise de Hanoï Mort de Gambetta
1883	8 JUIN 24 AOÛT	Convention de la Marsa, instituant le Protectorat français en Tunisie Mort du Comte de Chambord
1884	21 MARS 27 JUILLET	Loi sur les syndicats professionnels Loi Naquet rétablissant le divorce
1885	11 JUIN 17 DÉCEMBRE 28 DÉCEMBRE -	Mort de l'Amiral Courbet Traité de protectorat sur Madagascar Réélection de Jules Grévy à la présidence de la République <i>Inoculation du vaccin contre la rage par Pasteur</i>
1886	22 JUIN - 12 JUILLET 30 OCTOBRE	Loi interdisant au chef de famille ayant régné en France de séjourner sur le territoire français Expulsion du Duc d'Aumale Laïcisation du personnel des écoles publiques
1887	JANVIER JANVIER	Début de la construction de la tour Eiffel Sadi Carnot est élu président de la République
1888	27 MARS 8 & 15 AVRIL 19 AOÛT	Mise à la retraite du Général Boulanger Boulanger élu en Dordogne et dans le Nord Élection de Boulanger dans la Somme et la Charente inférieure
1889	27 JANVIER 1 ^{er} AVRIL 14 AOÛT 12 NOVEMBRE -	Élection de Boulanger à Paris Fuite du général Boulanger à Bruxelles Condamnation de Boulanger par la Haute-Cour Début de la cinquième législature <i>Création du French-cancon au Moulin-Rouge</i>
1890	MAI 5 AOÛT	Accord franco-russe contre le nihilisme Convention franco-anglaise sur le Soudan
1891	30 SEPTEMBRE	Suicide du général Boulanger

1892	27 FÉVRIER MARS	Ministère Loubet Attentat anarchiste de Ravachol
1893	JANVIER 17 MARS 3 OCTOBRE 9 DÉCEMBRE -	Scandale de Panama - Procès des administrateurs Mort de Jules Ferry Protectorat français sur le Laos Attentat anarchiste à la Chambre des députés <i>Marey construit les premiers projecteurs cinématographiques</i>
1894	24 JUIN 27 JUIN 27 JUILLET 15 OCTOBRE DÉCEMBRE -	Assassinat du président Sadi Carnot à Lyon Casimir Périer est élu président de la République Loi contre les anarchistes Inculpation de Dreyfus Procès Dreyfus <i>Renaissance des Jeux Olympiques</i>
1895	5 JANVIER 16 JANVIER 17 JANVIER 21 JANVIER 16 JUIN 23/26 SEPTEMBRE 30 SEPTEMBRE 1 ^{er} NOVEMBRE	Dégradation de Dreyfus Démission de Casimir Périer Élection de Félix Faure à la présidence de la République Départ de Dreyfus pour l'Île du Diable Création du gouvernement général de l'AOF Congrès constitutif de la CGT à Limoges Prise de Tananarive Les frères Lumière créent le cinématographe
1896	5 JANVIER 18 JANVIER 28 SEPTEMBRE - - -	Accord franco-britannique sur le Siam Prise de possession de Madagascar Gallieni arrive à Tananarive <i>Mort de Verlaine</i> <i>Création de Ubu Roi d'Alfred Jarry</i> <i>Roentgen découvre les rayons X</i>
1897	MARS - - -	Départ de la mission Marchand vers Fachoda <i>Incendie du bazar de la Charité (4 mai)</i> <i>Vol d'Ader à Satory (14 octobre)</i> <i>Création de Cyrano de Bergerac d'Edmond Rostand</i>
1898	13 JANVIER 7 FÉVRIER 9 AVRIL 10 JUILLET 19 SEPTEMBRE 24 SEPTEMBRE 26 SEPTEMBRE 7 NOVEMBRE - -	<i>J'accuse de Zola</i> Procès Zola Loi sur les accidents du travail Marchand arrive à Fachoda Marchand rencontre Kitchener Mission Lamy au Sahara Le gouvernement demande le recours en révision du procès Dreyfus Marchand évacue Fachoda <i>Décembre - Premier salon de l'automobile</i> <i>Décembre - Pierre et Marie Curie découvrent le Radium</i>
1899	16 FÉVRIER 18 FÉVRIER 3 JUIN 30 JUIN - 9 SEPTEMBRE	Mort de Félix Faure Emile Loubet élu président de la République Révision du procès Dreyfus décidée par la Cour de cassation Dreyfus arrive en France Procès en révision du procès Dreyfus Loubet gracie Dreyfus
1900	30 MARS 14 AVRIL 13 JUIN 19 JUILLET 14 AOÛT 16 OCTOBRE 1 ^{er} DÉCEMBRE -	Loi Millerand sur la durée de la journée de travail Ouverture de l'Exposition Universelle Révolte des Boxers en Chine et massacres de Pékin Inauguration du premier métro (Vincennes - Maillot) Une expédition internationale reprend Pékin Accord franco-anglais sur la Chine Ouverture du barreau aux femmes <i>Publication par Freud de L'explication des rêves</i>
1901	1 JUILLET SEPTEMBRE -	Loi sur les associations Visite des souverains russes en France <i>Grâce à Marconi, le premier message par télégraphie sans fil traverse l'Atlantique</i>

1902	24 MARS - -	Formation du parti socialiste français <i>Mort d'Emile Zola</i> <i>Affaire Thérèse Humbert, arrestation de la famille Humbert</i>
1903	- -	Mort de Gauguin Premier tour de France cycliste - Premier vol des frères Wright
1904	MARS 8 AVRIL 21 MAI JUIN 30 JUILLET	Les écoles privées doivent fermer dans un délai de dix ans Entente cordiale avec la Grande-Bretagne Rappel de l'ambassadeur de France auprès du Saint-Siège Les ecclésiastiques n'ont pas le droit de se présenter aux épreuves de l'agrégation Rupture des relations diplomatiques avec le Vatican
1905	21 MARS 9 DÉCEMBRE -	Loi réduisant le service militaire à deux ans Loi de séparation des Églises et de l'État <i>Révolte du Potemkine</i>
1906	17 FÉVRIER 21 JUILLET 25 OCTOBRE DÉCEMBRE	Fallières président de la République Dreyfus reçoit la Légion d'honneur Premier ministre Clémenceau Rachat des chemins de fer de l'Ouest par l'État
1907	9 JUIN 21 JUIN 3 JUILLET 3 AOÛT - - - -	Le Midi bouge, manifestation des viticulteurs à Montpellier Mutinerie du 17 de ligne à Agde Loi sur la protection du salaire féminin Occupation de Casablanca <i>Ballet russe de Diaghilew à Paris</i> <i>Mort de Maurice Ravel</i> <i>Premier salon de l'Aéronautique à Paris</i> <i>Exposition Picasso</i>
1908	-	Incidents franco-allemands à Casablanca
1909	9 FÉVRIER 20 JUILLET - -	Accords franco-allemands sur le Maroc Chute du ministère Clémenceau <i>Blériot traverse la Manche (25 Juillet)</i> <i>Perry atteint le Pôle Nord</i>
1910	JANVIER/FÉVRIER -	Inondation de Paris <i>Mort de Tolstoï</i> <i>Mort de Jules Renard</i>
1911	MAI/JUIN 1 ^{er} JUILLET 28 JUILLET 4 NOVEMBRE - - -	Occupation de Fès et de Meknès La canonnière allemande Panther à Agadir Joffre est nommé chef d'état-major général Convention franco-allemande sur le Maroc et le Congo <i>Vol de La Joconde au Louvre</i> <i>Amundsen avant Scott parvient au Pôle Sud</i> <i>Exploits de la bande à Bonnot</i>
1912	14 JANVIER 30 MARS 7 SEPTEMBRE - -	Ministère Poincaré Protectorat français au Maroc Occupation de Marrakech <i>Arrestation de Bonnot et de sa bande</i> <i>Nauffrage du Titanic</i>
1913	17 FÉVRIER - - -	Poincaré élu président de la République <i>Roland Garros traversa la méditerranée en avion (23 Septembre)</i> <i>On retrouve La Joconde à Florence</i> <i>Publication de Du côté de chez Swann de Proust</i>
1814	28 JUIN 2 JUILLET 28 JUILLET 31 JUILLET 1 ^{er} AOÛT 1 ^{er} AOÛT 3 AOÛT	Attentat de Sarajevo Vote de l'impôt sur le revenu L'Autriche déclare la guerre à la Serbie Assassinat de Jaurès - Mobilisation des corps d'armée de l'Est Mobilisation générale Déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie Déclaration de guerre de l'Allemagne à la France